

Près de 3.000 réfugiés burundais ont été rapatriés en provenance du Rwanda

@rib News, 21/09/2017 – Source Xinhua Près de 3.000 réfugiés burundais ont déjà regagné la commune Busoni, dans le nord du Burundi, en provenance du Rwanda voisin, ont affirmé les autorités locales burundaises. Evariste Kagimbangabo, chef de la commission chargée d'accueillir les rapatriés dans cette commune relevant de la province nordique burundaise de Kirundo, a pourtant déploré que les réfugiés burundais déjà rapatriés dans la province de Kirundo à partir du Rwanda soient "moins nombreux" par rapport aux effectifs enregistrés dans d'autres provinces.

"Le spectre des relations tendues" entre le Burundi et le Rwanda depuis les lendemains de la crise électorale burundaise de 2015, "pourrait expliquer pourquoi les Burundais ressortissants de Kirundo réfugiés au Rwanda, ne se rapatrient pas massivement jusqu'à ce jour, en dépit des avancées déjà enregistrés dans le pays en termes de paix, de sécurité et de stabilité", a expliqué M. Kagimbangabo, lors d'un point de presse organisé mercredi en marge d'une visite de l'Ombudsman burundais Edouard Nduwimana dans cette région. Le Burundi et le Rwanda, deux pays de la région africaine des Grands Lacs, partagent pourtant une appartenance à plusieurs ensembles régionaux africains dont la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), la Communauté Est-Africaine (CEA) et la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL). Pour "susciter un élan nouveau et plus d'enthousiasme" dans le rapatriement des réfugiés burundais se trouvant encore au Rwanda, M. Kagimbangabo a demandé à l'Ombudsman burundais à s'entretenir avec son homologue rwandais, pour amener les plus hautes autorités des deux pays à évoluer vers l'assainissement des relations politico-diplomatiques. Derrière les réticences de certains Burundais réfugiés au Rwanda à se rapatrier, se trouveraient aussi des appréhensions de certains anciens fonctionnaires qui ont déjà perdu leur emploi pendant la période d'exil, inquiets de se retrouver au chômage une fois rentrés au Burundi. Sur ce, l'Ombudsman burundais Edouard Nduwimana a promis d'évoquer cette problématique avec les autorités burundaises relevant du secteur de l'exécutif. Vis-à-vis des informations faisant état que des autorités rwandaises empêcheraient des réfugiés burundais à se rapatrier au Burundi, l'Ombudsman Nduwimana a indiqué que cette question est à l'agenda de la tripartie formée par le Burundi, le Rwanda (en tant que pays d'accueil) et le Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR).

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});